



ASSOCIATION GAO LAMA INTERNATIONAL

Communiqué n°4 : "Les Autorités intérimaires"

Nous portons à la connaissance de l'opinion nationale et internationale les faits suivants:

1. L'une des dispositions les plus contestées de l'Accord d'Alger entre le gouvernement malien et les groupes armés (CMA-Plateforme) à savoir l'installation "d'Autorités intérimaires" dans les régions du Nord y compris dans une partie de la région de Mopti est en cours de réalisation avec l'aval du gouvernement, la complicité de la Plateforme et de la médiation internationale. Ainsi la Présidence de la région de Gao est attribuée à la Plateforme et celle de Tombouctou à la CMA, un conglomérat de malfrats. Quid des régions de Kidal, Taoudéni et Ménaka? Selon toute vraisemblance elles seront attribuées à la CMA et ses acolytes.

Pour la énième fois, nous nous interrogeons sur le bien-fondé d'un tel accord concocté par la médiation internationale au profit des éléments de la CMA consacrant de fait la partition du pays. Nous nous demandons pour la énième fois comment un gouvernement légalement constitué peut-il honteusement céder des pans entiers de son territoire à des groupes armés ? Pourquoi la conférence d'Entente nationale qui était sensée être primordiale pour la mise en œuvre de l'accord n'a pas encore vu le jour ? Pourquoi le Mécanisme opérationnel de coordination et les patrouilles mixtes ne commencent pas par Kidal qui renferme dangereusement tous les ennemis armés du Mali ? Pourquoi mettre des autorités intérimaires à Gao et Tombouctou à deux mois des élections régionales ? Pourquoi autant de mépris pour les populations noires qui représentent plus de quatre-vingt dix pour cent des régions de Gao et Tombouctou pourtant dédiées à la cause du Mali ?

Commentaire [AM1]: Ajouter

2. Ainsi que nous l'avons déjà dit dans nos différents communiqués et prises de position sur l'accord d'Alger, nous continuons donc à le rejeter en bloc car il soumet la vaste majorité des populations du Nord sous la domination des groupes armés dits de "l'Azawad", un pays chimérique qui ne figure dans aucun livre d'histoire et de géographie. Nous rappelons aux groupes armés de la CMA et leurs complices de la médiation internationale qu'aucune arme si puissante soit-elle n'a réussi à travestir les faits historiques. "L'Azawad" ne saurait donc ni effacer ni remplacer les régions du Nord du MALI.
3. Comme nous l'avons toujours dit, nous sommes déterminés à nous battre jusqu'à notre dernière goutte de sang pour conserver notre héritage culturel et historique. En témoigne notre manifestation du 12 juillet 2016 sauvagement réprimée dans le sang par le gouvernement. Nous n'accepterons aucune servitude. Nous refusons d'être administrés par la CMA et la Plateforme car elles n'ont aucune légitimité historique et géographique pour le faire. Seules des autorités issues du suffrage universel sont habilitées à le faire. Nous ne

nous soumettrons donc à aucune Autorité qui n'est pas l'émanation du suffrage universel dans les régions du Nord, à Gao notamment. Est-il compliqué de démasquer le jeu malsain, apatride et mercantiliste de la Plateforme ?

Commentaire [AM2]: Ajouter

Commentaire [AM3]: Ajouter

4. Nous rappelons au Président IBK, au Gouvernement et à l'Assemblée Nationale que nulle part ailleurs la paix n'a été obtenue dans le renoncement de soi et l'aplatissement inconditionnel devant l'ennemi. La CMA est et reste aujourd'hui l'un des principaux ennemis de la paix et de la cohésion sociale dans notre pays. Nous avons eu l'occasion de le démontrer dans nos différents communiqués et prises de position au cours de ces derniers mois. Vous êtes élu par le Peuple malien et non par la communauté internationale, les bandits armés et les "narcoterroristes". Pourquoi autant d'injustice et d'entêtement ?
5. A nos compatriotes maliens du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, nous vous invitons à un sursaut national sinon notre passivité devant les événements qui se déroulent sous nos yeux sous la houlette de notre propre gouvernement conduira à la disparition du Mali dans ses frontières actuelles malgré son indivisibilité inscrite dans la Constitution. Nous en porterons donc une responsabilité historique devant les futures générations.

En conséquence, chers compatriotes nous vous invitons à rester bien vigilants et à ne pas vous compromettre dans un processus de partition du Mali comme la "Conférence d'entente nationale" organisée par le Pouvoir en mars prochain car elle n'est pas destinée à discuter de l'Accord d'Alger mais à fournir un cadre légal à la création de l'Etat de « l'Azawad » en lieu et place des régions du Nord.

Commentaire [AM4]: Modifier

A bon entendeur salut !

**Le Secrétaire général du
Bureau International**

Abdel Kader Maïga

Bamako, le 12 février 2017